

ÉLECTIONS AU QUÉBEC
Financement de l'aide internationale : l'AQOCI demande aux partis politiques du Québec de s'engager à rapatrier les enveloppes fédérales

Montréal, le 6 août 2012 – Devant la dégradation des politiques de coopération internationale du gouvernement canadien, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et ses membres demandent à tous les partis politiques d'intégrer le rapatriement de l'enveloppe de l'aide internationale fédérale au Québec dans leur plateforme électorale et de majorer significativement l'enveloppe de la solidarité internationale du ministère des Relations internationales.

Selon un récent sondage réalisé par Vision Critical, 49 % des Québécoises et des Québécois interrogés sont d'accord pour que le Québec administre lui-même les sommes que le gouvernement fédéral réserve à la coopération internationale. Denis Labelle, président du conseil d'administration de l'AQOCI, souligne que dans le contexte fédéral actuel, « il devient quasi-impossible de faire valoir notre point de vue et d'agir conformément à nos valeurs, sans en être pénalisés. La politique actuelle accorde un rôle de plus en plus grand aux entreprises privées et aux organisations confessionnelles et fait de l'aide au développement un instrument politique. Le gouvernement fédéral ne respecte plus l'expertise des organisations de la société civile du Nord et du Sud en coopération internationale ».

L'AQOCI dénonce donc l'augmentation rapide – au cours des dernières années – du financement par le gouvernement canadien attribué au secteur privé et aux organisations dont la mission est de propager leurs convictions religieuses. Cette tendance s'est tout particulièrement intensifiée dans les derniers mois. Alors que la reconnaissance des organismes de coopération internationale (OCI) comme partenaires à part entière du gouvernement est essentielle au succès de la coopération, le gouvernement fédéral exclut de plus en plus ces organisations. Certaines en sont d'ailleurs à leurs dernières liquidités et devront fermer leurs portes.

Pour toutes ces raisons, l'AQOCI et ses membres croient fermement qu'un changement doit survenir. Les actrices et les acteurs de la société civile québécoise – notamment les environnementalistes, les artistes, les groupes de femmes et les organismes communautaires – remettent en question les politiques actuelles du gouvernement fédéral. Tout comme ces groupes, les 65 organismes membres de l'AQOCI ne se reconnaissent pas dans les politiques conservatrices, tout particulièrement en matière d'aide internationale. C'est pourquoi il faut qu'une entente spécifique soit créée avec le Québec afin de rapatrier l'enveloppe de l'aide internationale fédérale au Québec – qui représente 800 millions \$ – de sorte que la coopération avec les pays du Sud continue de se faire en conformité avec les valeurs québécoises.

Ainsi, pour préserver les acquis durement gagnés en coopération internationale et pour protéger les organisations menacées, l'AQOCI et ses membres interpellent les candidat-e-s de tous les partis politiques afin qu'ils-elles prennent position et s'engagent à ouvrir le débat au sein de leur parti concernant le rapatriement des enveloppes de l'aide, à appuyer la création d'une agence québécoise de solidarité internationale, ainsi qu'à se positionner en faveur de l'augmentation graduelle du financement attribué à la solidarité internationale par le ministère des Relations

internationales du Québec. Dans le passé, le Québec a négocié et obtenu d'Ottawa une entente spécifique concernant le régime québécois d'assurance parentale (2004) et un accord relatif à l'immigration (1991).

« Il est urgent d'agir. Les organismes de coopération internationale détiennent une grande expertise et ont bâti, au fil des ans, des relations de long terme avec leurs partenaires du Sud. Ce sont ces connaissances, ces savoir-faire et ces relations qui risquent aujourd'hui d'être perdus si nous ne passons pas à l'action », nous rappelle M. Labelle.

L'AQOCI et ses membres invitent aussi la population à prendre part au débat; des actions citoyennes seront proposées à travers le Québec par les OCI membres de l'AQOCI dans les semaines à venir.

-30-

Pour information :

Élisabeth Cloutier

Chargée des communications

Association québécoise des organismes
de coopération internationale (AQOCI)

communications@aqoci.qc.ca

514 871-1086, poste 205

L'**Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** regroupe 65 organisations qui œuvrent, à l'étranger et au Québec, pour un développement durable et humain. L'AQOCI a pour mission de soutenir le travail de ses membres ainsi que leurs initiatives en faveur de la solidarité internationale. En s'appuyant sur la force de son réseau, l'AQOCI œuvre à l'éradication de la pauvreté et à la construction d'un monde basé sur des principes de justice, d'inclusion, d'égalité et de respect des droits humains. www.aqoci.qc.ca